

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 9 FÉVRIER 1831.

NO. 100

SOMMAIRE. — Nouvelles politiques. — Procès des anciens ministres. — La dame de Margou. — Aventure d'un espion.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Nous avons parcouru rapidement les journaux qui nous ont été apportés par le *Napoléon* et le *Canada* partis de Liverpool le 28 décembre, et le 5 janvier. Nous ne pouvons donner aujourd'hui que l'extrait des nouvelles les plus importantes, remettant les détails à Samedi.

Par ces navires on apprend le résultat du procès des ministres ; nous n'en continuerons pas moins cependant à mettre sous les yeux de nos lecteurs les documents les plus importants de cette affaire dont nous avons prévu le dénouement ; ces documents sont tout-à-fait historiques, et dignes du plus haut intérêt. Nous donnons aujourd'hui la première partie du rapport de M. le comte de Bastard.

Le général Lafayette a donné sa démission de commandant en chef de la garde nationale. Dans la séance de la chambre des députés du 27 décembre, il a déclaré qu'il était d'opinion que le grade de commandant en chef des gardes nationales de France était incompatible avec une monarchie constitutionnelle, excepté dans le cas d'absolue nécessité. Il a ajouté que les députés n'ignoraient pas que son élévation avait causé quelque ombre dans certains cercles diplomatiques.

Le comte de Lobau a été nommé à sa place.

— A la chambre des députés une loi a été présentée sur l'organisation de la garde nationale, par laquelle elle n'aurait plus le droit d'élire ses officiers. On attribue à l'impopularité de cette loi la démission du général Lafayette.

— MM. Dupont de l'Eure et Odillon Barrot ont donné leur démission.

— Le général Diebitsch s'avance vers la Pologne à la tête d'une armée formidable.

— On dit que M. Lafitte se retire du ministère. Il doit être remplacé aux finances par M. Humann, et à la présidence du conseil par le maréchal Soult.

— Les fonds publics ont éprouvé une hausse sensible lorsque le procès des ministres a été terminé. Le 1er janvier les 5 pour cent étaient à 93 f., les 3 pour cent à 62 f. 50 c.

— Madame de Genlis est morte à Paris à l'âge de 85 ans.

— On dit que le gouvernement a découvert une conspiration ayant pour but de placer sur le trône le jeune Napoléon, et que le général Gourgaud a été immédiatement arrêté.

— En Irlande les troubles prennent chaque jour un caractère plus grave.

JUGEMENT DES MINISTRES.

(Traduction.)

A dix heures précises la séance de la cour des pairs est ouverte. Le président et les pairs occupent leurs sièges ordinaires ; les commissaires de la chambre des députés sont à leurs places ; les prévenus ne sont pas présents, mais leurs défenseurs le sont tous. Le président, la voix profondément émue, prononce la sentence qui suit :

« La Cour des pairs, après mure délibération, en vertu d'une résolution de la chambre des députés, ayant entendu les commissaires de cette chambre et les prévenus en leur propre défense ;

Considérant que par les ordonnances du 25 de juillet, la charte de 1814, les lois électorales et celles qui garantissent la liberté de la presse ont été ouvertement violées et que le pouvoir royal a usurpé les fonctions des pouvoirs législatifs ;

Considérant que, bien que la volonté personnelle de Charles X, puisse avoir influencé la détermination des prévenus, cette circonstance ne peut les soustraire à leur responsabilité légale ;

Considérant qu'il résulte de la procédure que, Auguste Jules Armand Marie, prince de Polignac, comme ministre des affaires étrangères, ministre de la guerre par interim, et président du conseil ; Pierre Denis, comte de Peyronnet, comme ministre de l'intérieur ; Jean Claude Balthazar Victor Chan-

telaune, comme garde-des-sceaux et ministre de la justice, et Martial Come Annibal Perpétue Magloire, comte de Guernon Ranville, comme ministre de l'instruction publique et des affaires ecclésiastiques, tous responsables aux termes de l'article 13 de la Charte de 1814, ont contresigné les ordonnances du 25 juillet, dont ils reconnaissent eux-mêmes l'illégalité ; qu'ils ont pris tous les moyens d'en assurer l'exécution, et qu'ils ont conseillé au Roi de déclarer la ville en état de siège pour soumettre par la force des armes la résistance légitime des citoyens ;

Considérant que ces actes constituent le crime de trahison, contre lequel statue l'art. 56 de la charte de 1814,

Déclare le prince de Polignac, le comte de Peyronnet, Victor Chantelaune et le comte de Guernon Ranville coupables de trahison ;

Considérant qu'aucune loi n'a établi de peines contre la trahison et que, par conséquent, la cour se voit dans la nécessité d'y suppléer ;

Vu l'article 7 du code pénal qui range la déportation au nombre des peines afflictives et infamantes ;

Vu l'article 17 du même code qui établit la déportation comme étant pour la vie ;

Vu l'article 18 qui prononce que la déportation entraîne la mort civile, et l'article 25 du code civil, qui règle les conséquences de la mort civile ;

Considérant qu'il n'existe aucun endroit, hors des possessions continentales de la France, où les criminels condamnés à la déportation puissent être déportés et gardés ;

Condanne le prince de Polignac à être emprisonné pendant sa vie entière en dedans des possessions continentales de la France ; le déclare déchu de ses titres, de son rang et de ses ordres, et atteint de mort civile, toutes les autres conséquences de la déportation demeurant valides, comme les régulent les articles ci-dessus mentionnés ;

Considérant les faits qui ressortent de la procédure ;

Condanne le comte de Peyronnet, Victor Chantelaune et le comte de Guernon-Ranville, à être emprisonnés pendant leur vie entière ; les déclare en état d'interdiction, conformément aux articles 28 et 29 du code pénal, et déchus également de leurs titres, leur rang et leurs ordres ;

Condanne tous les prévenus, individuellement et collectivement, à payer les frais de la procédure.

Ordonne que le présent jugement sera communiqué par un message à la chambre des députés ;

Ordonne, en dernier lieu, qu'il sera imprimé et placardé à Paris et dans toutes les communes du royaume et que copie en sera transmise au garde-des-sceaux, ministre de la justice, pour être mis à exécution.

PARIS, 21 décembre.

Les amis de l'ordre et de la justice, qui sont en si grande majorité à Paris comme en France, avaient lieu d'espérer que la tranquillité publique ne serait pas troublée aujourd'hui, et que les craintes généralement répandues ne se réaliseraient pas. Durant toute la journée, en effet, les environs du palais de la chambre des pairs ne se sont point trouvés encombrés par la foule ; jusque vers trois heures du soir, on n'y remarquait qu'un assez grand nombre de curieux, mais point de rassemblements.

Ce n'est qu'à l'entrée de la nuit, au moment où l'audience allait être levée, que plusieurs centaines d'individus, débouchant par les rues voisines du Luxembourg et proferant des cris de mort contre les ministres de Charles X, se sont présentés en masse aux portes latérales du jardin, par où ils semblaient vouloir pénétrer ; la grande porte d'entrée, en face de la rue de Tournon, a été également obstruée, et bientôt après forcée par une quarantaine d'hommes sans armes ; plusieurs ont été arrêtés immédiatement.

A chaque instant la foule augmentait ; mais à chaque instant aussi la garde nationale se trouvait de plus en plus forte sur tous les points ; sans faire usage de ses armes, elle repoussait les assaillants de tous les côtés, et à neuf heures-toutes les avenues du Luxembourg étaient gardées par cette milice citoyenne, qui, dans cette grave occasion, a montré de nouveau un zèle, un dévouement, une vigueur et un patriotisme qu'on ne pourrait ni trop louer, ni trop admirer.

Un grand nombre de personnes ont été arrêtées, et parmi elles se trouvent d'anciens gendarmes. Ce seul fait devrait suffire pour ouvrir les yeux aux citoyens égarés qui s'exposent ainsi à obscurcir la gloire si noble et si pure, qu'ils ont acquise dans nos grandes journées.

A onze heures et demie, la foule était à peu près dispersée : des patrouilles se succédaient sur tous les points qui avaient été menacés. La moitié de la garde nationale est sur pied, et demain matin, avant le jour, elle sera toute entière sous les armes.

Plusieurs élèves de l'école polytechnique se présentent à l'instant dans nos bureaux, pour nous prier de déclarer calomnieux les bruits que la malveillance a essayé de répandre, et qui tendraient à faire croire qu'on a remarqué quelques-uns d'entr'eux parmi la multitude. Nous n'avons pas entendu dire qu'on en eût aperçu un seul.

(Le Constitutionnel.)

Dans la séance du 15 décembre à la chambre des députés, le président du conseil a présenté à la chambre un projet de loi sur la fixation de la liste civile que ce projet porte à dix-huit millions seulement, à partir du 1er janvier 1831, et portant en outre allocation de 12 millions pour les dépenses de la fin de l'année 1830.

Ce projet a été présenté malgré la vive opposition de M. de Corcelles, qui a soutenu avec véhémence que ce projet violait l'art. 19 de la charte.

La séance de la cour des pairs du 20 décembre fut levée à quatre heures. — Le président après avoir pris lecture d'un billet qui lui était adressé, dit :

L'un des commandans de la garde m'avertit qu'il est utile que la séance soit levée avant la nuit. La séance est levée. (Marques générales d'une vive anxiété. MM. les pairs se retirent lentement en se livrant aux conversations les plus animées.)

Par une coïncidence remarquable, les premiers cris du dehors ont éclaté au moment même où M. Béranger, l'un des commissaires de la chambre des députés prenait la parole. Pendant ce discours, des bulletins d'avis circulaient dans les tribunes, mais ils n'ont causé aucune inquiétude. M. le président a reçu, séance tenante, un billet qui l'avertissait de l'état d'exaspération de la foule réunie autour du Luxembourg.

Il l'a communiqué à M. le grand référendaire, qui lui-même en a conféré avec les officiers supérieurs de la garde nationale : rien n'a troublé la dignité de l'audience.

— Les travaux de terrassement pour les fortifications de Paris sont en pleine activité dans les environs de la Chapelle et de Saint-Denis. Près de cinq mille ouvriers sont en ce moment dans cette ville, dont le commerce en éprouve déjà un mouvement d'activité qui ne fera que s'accroître.

— Il paraît qu'un plan avait été préparé et combiné à l'avance pour créer dans le midi de la France des troubles semblables à ceux qui ont agité Paris depuis deux jours. Une dépêche télégraphique en a informé le ministère, en lui apprenant en même temps que les efforts des malveillans avaient été complètement réprimés par le zèle et l'énergie qu'a déployés la garde nationale.

(Journal du Commerce.)

Les vœux de tous les hommes sensés viennent d'être entendus par M. le ministre de la marine. Cette école maritime, qui fut créée sur un rocher dans un département méditerranéen pour le recrutement des officiers de vaisseaux, est enfin supprimée.

La restauration en haine de l'empire, avait détruit les écoles spéciales de Brest et de Toulon, qui ont donné tant d'excellens sujets à la marine ; elle lui avait substitué le collège d'Angoulême où l'on prétendait élever des marins loin de la mer, et avec des modèles, comme on élèverait des cavaliers avec des régimens de petits soldats de plomb.

Cet ordre de choses, trop facilement attaqué par le ridicule, et très-justement attaqué par la raison, durait depuis 1816 ; un gouvernement où le bon sens est compté pour quelque chose, ne pouvait le maintenir. On revient à peu près à l'institution de l'empire, et nos lecteurs peuvent se rappeler l'ordonnance relative à l'école navale, que nous avons publiée il y a quelque temps, et les observations auxquelles elle a donné lieu de notre part.

L'école préparatoire d'Angoulême est supprimée par ordonnance datée du 7 septembre 1830 et contresignée d'Argout ; elle ne laissera aucun regret dans la marine, quoiqu'elle ait produit quelques officiers d'un mérite réel. Les élèves admis à l'école aux frais de leurs parens, seront remis à leur disposition ; ces élèves sont au nombre de trente-trois. Les soixante-dix-huit boursiers seront envoyés par le gouvernement dans les collèges des villes maritimes.

(Le Constitutionnel.)

— Le 9 décembre un commissaire de police a procédé à l'arrestation de deux individus, rue de l'Ecole à Vaugirard. Leur interrogatoire a duré depuis dix heures du matin jusqu'à onze heures du soir. On disait que l'un était fils du maréchal de Bourmont, l'autre un domestique puisqu'il se chargeait de toutes les commissions du premier personnage.

On annonce de Marseille sous la date du 2, que le bruit

aurait qu'on a découvert à Naples une conspiration qui tendait à séparer le royaume en deux parties. Le prince Léopold aurait eu la Sicile, le roi actuel la partie en deçà du phare. Les Autrichiens devaient appuyer cette opération et occuper la Sicile.

Le prince Léopold est aux arrêts, le vice-roi de Sicile a été arrêté par un colonel, qui, arrivé pendant la nuit, le força à le suivre à Naples. Plus de 150 personnes ont été arrêtées dans l'île et sur le continent napolitain, par ordre du gouvernement. Comme les individus arrêtés sont des absolutistes prononcés, le public a vu avec plaisir qu'on frappait d'anciens ennemis du pays.

Correspondance particulière du Times.

PARIS, 22 décembre, au soir.

Vous verrez par les journaux de ce jour que le procès des anciens ministres vient d'être terminé. Quoiqu'ils ne soient pas condamnés à la peine capitale, cependant la cour ne s'est pas moins montrée très rigoureuse en prononçant contre eux la déchéance des droits civils et la prison perpétuelle. Le jugement n'a pas été rendu public hier au soir; au contraire, parmi la foule rassemblée à une heure très avancée dans les environs du Luxembourg, on pensait généralement que Polignac et Peyronnet étaient condamnés à la peine de mort, et les autres à une amende très considérable et à la prison.

A quatre heures et demie, les prisonniers furent transférés du petit Luxembourg au Château de Vincennes, et cette translation fut accompagnée de circonstances assez extraordinaires et dont les journaux de ce jour ne vous donnent qu'une connaissance très imparfaite.

Le général Lafayette s'était tenu à cheval presque toute la journée, et il avait harangué à plusieurs reprises les groupes qui se formaient dans les rues adjacentes au palais. Ce vénérable patriote les assura que justice serait faite à l'égard des prisonniers selon les lois du pays, mais qu'aucune vengeance ne pourrait s'exercer contre eux, fut-ce même celle du peuple, avant d'avoir sacrifié sa propre vie qu'il consacrait à leur défense. Le peuple, comme auparavant, applaudissait aux sentiments du vieux champion de ses libertés, cependant quelques voix s'élevèrent : *À bas Lafayette !* Le général leur dit que jamais une intervention tumultueuse n'avait avancé la cause de la liberté; enfin, irrité par quelques sifflets, il s'écria : « Qui êtes-vous dans ce coin ? je connais tous les braves défenseurs de la liberté, mais vos visages me sont tout-à-fait étrangers : le 29 juillet, je ne me souviens pas de vous avoir vus à nos barricades. »

Comme je vous le disais dans ma lettre d'hier, la foule, quoique repoussée par les troupes presque aussi loin que les quais, se reformait sans cesse, et recevait des renforts des faubourgs St.-Antoine et St.-Marceau. A la réception de ces nouvelles, le comte Montalivet, ministre de l'intérieur, se rendit de suite auprès du général Lafayette et de son état-major, campés alors dans les jardins du Luxembourg, pour consulter avec lui sur la translation immédiate des prisonniers au château de Vincennes. Le général Lafayette se récria d'abord contre une tentative de ce genre; il alléguait que les prisonniers étaient parfaitement en sûreté, couverts par 20,000 hommes de la garde nationale, 4,000 hommes de la ligne, trois bataillons de cavalerie, et protégés par l'influence personnelle des citoyens les plus populaires : « quant à moi, dit-il, dans tous les cas je ne dois pas prendre la responsabilité d'une telle opération; à Dieu ! que n'aurions nous pas à nous reprocher, si, partie du fusil de quelque malveillant, une balle venait à atteindre un des prisonniers, ou si un seul garde national, à la nuit tombante, effrayé par la foule, allait manquer à son devoir ! » Le général Dutoit (de l'artillerie), les colonels Festhame, Lavocat, Fabvier et d'autres officiers de l'état-major dirent qu'ils ne voyaient aucun danger, pourvu que les prisonniers fussent entourés d'une escorte peu nombreuse de cavalerie, et qu'aucun mouvement ne fut fait par la garde nationale.

Le comte Montalivet se décida de suite à faire transférer les prisonniers, déclarant qu'il prenait toute la responsabilité sur lui-même, en sa qualité de ministre de l'intérieur; il expédia un exprès au général Daumesnil pour l'engager à se tenir prêt à recevoir de nouveau ses anciens hôtes et à faire éclairer tous les passages du château. La calèche du comte l'attendait à la porte du jardin, il la fit conduire à la petite porte neuve du Luxembourg et posta le colonel Fabvier, à la tête d'un petit détachement de cavalerie, au coin de la rue qui mène aux boulevards, avec ordre de se tenir prêt à entourer la calèche. Le colonel Festhame se rendit auprès des prisonniers, qui venaient de prendre quelques rafraîchissements; il informa simplement MM. de Polignac et de Peyronnet qu'eux et leurs collègues allaient le suivre de suite; on leur donna leurs chapeaux, et sans leur laisser prendre le temps d'emporter leurs papiers ou de changer d'habit, ils furent enjoints. Evidemment surpris, les prisonniers traversèrent lentement les petits appartements, les corridors, et les passages de leur prison, et arrivèrent à la petite porte extérieure, où la calèche, attelée de deux chevaux, était prête à les recevoir. C'était une voiture étroite et qui pouvait à peine contenir quatre personnes. Le colonel Festhame les aida à y monter; les officiers de l'état-major et le comte Montalivet, tous à cheval, les escortèrent au pas, au milieu des rangs de la garde nationale qui occupait les rues adjacentes. Les gardes nationaux, dans l'intérieur de la prison, ne savaient que penser de ce mouvement. Plusieurs soldats de l'infanterie et de la cavalerie demandèrent aux officiers de l'état-major, qui se tenaient aux portières, et au détachement du colonel Fabvier qui, au lieu désigné, avait entouré la calèche, ce que signifiait cette procession. Le mouvement fut exécuté aussi promptement qu'il avait été résolu, et, trente-cinq minutes après leur départ du Luxembourg, les prisonniers avaient repris possession de leurs premiers appartements au château de Vincennes, sans même avoir prononcé un seul mot pendant tout le chemin, tant était grande leur surprise.

A dix heures, un huissier de la cour des pairs leur fit lecture de leur sentence; ils l'entendirent avec une tranquillité et une résignation parfaites.

Vous savez que les libérations de la cour sont secrètes; mais je puis vous dire qu'une seule voix s'éleva pour déclarer

les ministres non-coupables; qu'il y eut 141 voix pour le jugement qui leur fut prononcé et que 20 voix seulement voulurent l'adoucir en faveur de MM. de Chateaubriand et de Ranville.

Le préfet de police, Odillon Barrot, a publié aujourd'hui une proclamation aux Parisiens, dans laquelle il applaudit à leur générosité et à leur respect pour la justice et leur fait connaître la sentence prononcée contre les ministres, en leur disant qu'on leur a permis de prolonger leur existence dans la douleur et l'infamie.

ARMÉE D'AFRIQUE.

ALGER, 23 novembre 1830.

Voici un ordre du jour du général en chef:

Soldats,

Nous allons franchir la première chaîne de l'Atlas, planter le drapeau tricolore dans l'intérieur de l'Afrique et frayer un passage à la civilisation, au commerce et à l'industrie. Vous êtes dignes, soldats, d'une si noble entreprise; le monde civilisé vous accompagnera de ses vœux.

Conservez le même bon ordre qui existe dans l'armée, ayez le respect le plus grand et le plus soutenu pour les populations partout où elles seront paisibles et soumises, c'est ce que je vous recommande.

Ici j'emprunte la pensée et les expressions d'un grand homme, et je vous dirai aussi : que quarante siècles vous contemplent.

Au quartier-général, au pied de l'Atlas, le 21 novembre 1830.

CLAUDEL.

En arrivant devant la ville de Elida, au pied du petit Atlas, les Arabes envoyèrent des députés auprès du général en chef pour l'engager à ne pas entrer dans leur ville, sans quoi ils attaqueraient nos troupes. Le général leur répondit que son dessein était d'y entrer de suite. Il leur tint parole. Les voltigeurs, impatients d'attendre que toutes les dispositions d'attaque fussent faites, escaladèrent les murs, et la ville fut prise.

Le lendemain, le corps d'armée se trouvant à deux lieues en avant de Elida, rencontra l'ennemi réuni en force et occupant une vallée resserrée et les hauteurs. Après avoir échangé quelques coups de fusils, ils envoyèrent demander une trêve; elle leur fut accordée; mais, de leur côté, ils ne cessèrent de tirer sur nos chasseurs qui allaient abreuver leurs chevaux à un ruisseau dominé par les Turcs et les Bedouins. Plusieurs de nos hommes furent blessés. Alors le général en chef donna l'ordre à deux bataillons de gravir les hauteurs, d'en chasser les hordes barbares et de leur barrer le chemin; en même temps l'ordre d'attaquer fut donné avec injonction de ne faire aucun quartier; ce qui fut exécuté à la lettre. En vain le muphti et les chefs virent se jeter aux pieds du général, pour faire cesser le carnage, tout a été passé à la baïonnette. Le drapeau tricolore flotte sur l'Atlas.

Au bivouac, sur l'Atlas, le 23 novembre 1830.

Nous sommes à Medjah depuis hier au soir. Nous y avons été reçus parfaitement; les autorités civiles et religieuses sont venues à la rencontre du général en chef. Nous sommes logés, avec le général Delort, dans l'ancien palais du bey. Les habitants nous ont assuré n'avoir pris aucune part au combat du 21, où le bey avait envoyé ses troupes et son aga. Quelques instants avant notre arrivée, ils ont tiré le canon sur les Kabils, qui voulaient entrer de force dans la ville et la piller. Ils ont fait leur soumission aussi ample qu'on pouvait le désirer. Le général en chef s'est décidé à laisser ici une garnison. C'est le colonel Marion, déjà commandant de la place, qui restera ici avec le 2^e régiment de ligne. On laissera aussi une garnison à Elida; ce qui achèvera la pacification du pays, et permettra de cultiver avec sécurité la belle plaine de la Metija.

L'ancien bey s'était décidé à venir lui-même se jeter au pouvoir du général. Nous l'attendons dans la soirée; s'il arrive, le succès de notre expédition est complet, et le résultat aussi avantageux qu'on pouvait le désirer. L'administration s'empare des magasins; le domaine cherche à retrouver ce qui appartient au trésor; le génie s'est occupé de caserner les troupes et de faire à la ville les petites fortifications dont elle a besoin. Nous comptons repartir demain ou après-demain; le général dit qu'il restera peut-être quatre jours; mais il n'a encore rien arrêté à ce sujet.

Nous sommes entrés à Medjah le 22.

Lausanne, 6 décembre.

(Correspondance particulière.)

La révolution du canton de Fribourg est heureusement consommée. Aux détails publiés hier ici par le *Nouveliste*, il n'est pas hors de propos d'ajouter que les presses du *Courrier Fribourgeois* ont été brisées par le peuple dans la journée du 2, et que les jésuites songent sérieusement à la retraite. Le parti vainqueur ne s'en repose pas néanmoins entièrement sur les promesses du petit-conseil; il se prépare au besoin, à soutenir une nouvelle lutte qui entraînerait inévitablement la destitution de tous les conseillers congréganistes. Berne continue ses préparatifs militaires; mais on sait maintenant qu'elle ne pourrait faire la moindre tentative d'intervention armée, sans s'exposer à un soulèvement général. Sa position intérieure devient de moment en moment plus critique. Tous les cantons ont répondu négativement, à l'exception du Valais, Uri et Soleure, à sa proposition de conserver pour l'année prochaine le directeur fédéral.

Fribourg, 4 décembre.

La faction oligarchique est vaincue. La volonté du peuple fermement exprimée a dissipé, comme une vile poussière, les fausses théories en vertu desquelles la classe la plus utile, la plus forte, la plus attachée à notre indépendance, et, en même temps, la plus capable de la défendre, était éloignée de l'administration et traitée comme l'otage.

De nombreuses pétitions, entre autres celle des habitants de Month, avaient été présentées au gouvernement, et rejetées à la majorité d'une voix. Un cri d'indignation a été le signal de la réunion d'une foule de pétitionnaires, qui, au nombre de

plus de 3,000, sont accourus à Fribourg de toutes les parties du canton, et, appuyés par la population mâle de la ville, ont campé sur la place.

Hier, le petit-conseil de la ville et république de Fribourg, a déclaré qu'il a été décidé unanimement de proposer au grand-conseil :

1^o De prononcer l'abolition de tout privilège de lieu et de naissance dans ce canton, et de reconnaître en conséquence le principe de l'égalité entière des droits politiques;

2^o De statuer que le pouvoir souverain résidera dorénavant dans la réunion des représentants des villes et de la campagne, qui seront élus dans une juste proportion à établir.

On parle d'un nouveau mouvement pour obtenir la liberté de la presse et l'expulsion des jésuites.

— On annonce de Madrid qu'on a reçu du gouvernement anglais une note rédigée de concert avec la France pour engager l'Espagne à reconnaître les états de l'Amérique. Il s'agit, en outre, d'envoyer au Mexique un des frères du roi, et de partager la dette provenant des bons des cortès entre les nouveaux états et la métropole. L'armement des troupes continue; elles se dirigent sur les frontières de France.

— Quelques journaux anglais annoncent que le gouvernement français a fait des commandes d'armes considérables en Angleterre; on parle de 1,200,000 fusils qui seraient payés par une nouvelle émission de bons royaux.

DERNIÈRES NOUVELLES DE POLOGNE.

VARSOVIE, 6 décembre.

Les événements se succèdent avec une grande rapidité. Hier, la commission provisoire du gouvernement ayant présenté au général Klopicki sa nomination au commandement suprême de l'armée et des gardes nationales, cet officier général a répondu que dans de si graves circonstances, le pouvoir militaire ne lui suffisait pas; que, pour le salut de la patrie, il se constituait directeur jusqu'à la réunion de la diète, et qu'il savait se faire obéir. La commission a reconnu la nécessité de cette grande mesure. Elle a suivi le général au champ de Mars, où toutes les troupes étaient rassemblées.

Elles ont sur-le-champ prêté serment au nouveau dictateur. Ainsi la commission a cessé d'exister comme gouvernement, et tous les pouvoirs se trouvent entre les mains du général.

Les chambres sont convoquées pour le 18 décembre. Le comte Wasowich, ancien colonel et adjutant de Napoléon a été nommé chef de l'état-major-général. Les généraux Krasinski et Kurnatowski, après avoir amené à Varsovie les troupes qui étaient sous leurs ordres, ont donné leur démission, qui a été acceptée.

Il s'est formé une réunion patriotique qui a tenu sa première séance le 2. Le général Sierowski est nommé commandant de la ville. La garnison de Modlin s'est rendue sans résistance. On ne connaît pas les conditions de la capitulation. La garnison de Zamosc a des vivres pour six mois. Des individus ont été envoyés de divers côtes pour organiser l'insurrection. Le prince Lupecki et le député Osbrowski ont été envoyés en députation à Saint-Petersbourg. La diète est convoquée pour le 18.

— Une lettre de Varsovie, du 6 décembre nous annonce ce qui suit :

On a reçu la nouvelle certaine que le général russe Wladow, qui est en Lithuanie avec 50,000 hommes, a pris la cocarde blanche, et qu'il s'achemine pour venir à notre secours. On s'occupe depuis quelques jours à dresser l'inventaire de tout ce qui se trouve dans les deux palais du grand-duc. On va envoyer des régiments dans le grand duché de Posen; aussi, dans tout le pays, l'insurrection s'organise avec la plus grande activité.

— Les journaux allemands publient une lettre de Cracovie, dont voici un extrait :

Les communications avec Varsovie sont entièrement interrompues depuis trois jours. Les portes de cette capitale sont fermées; personne ne peut en sortir. Cependant un individu qui a su échapper à la vigilance de la police, est arrivé ici hier soir. Il prétend que les troupes russes, qui ont évacué Varsovie ont pris la route de Pultsk, pour se diriger sur Ostrolenka. A leur passage à Prazna, ils ont été forcés d'incendier plusieurs maisons pour en chasser les bourgeois et parvenir jusqu'aux portes. On prétend que depuis plusieurs jours on voit en circulation à Varsovie des monnaies qui paraissent venir du trésor du dey d'Alger.

COUR DES PAIRS.

Séances du 29 novembre 1830.

Rapport fait à la Cour par M. le comte de Bastard, l'un des commissaires chargés de l'instruction du Procès des Ministres accusés par la Chambre des Députés.

(Les commissaires étaient MM. le baron Pasquier, président; le comte de Bastard, le comte de Pontécoulant et le baron Séguier.)

M. de Bastard, après avoir rappelé à la chambre des pairs quelle est son importance politique, et qu'elle seule pouvait composer ce tribunal suprême, devant lequel est porté le procès des anciens ministres, continue ainsi :

Nous allons vous faire connaître le résultat de l'examen auquel nous nous sommes livrés, et vous faire part des réflexions que nous a inspirées chacune des questions qui vous seront soulevées.

Déjà plusieurs fois, sous l'administration qui avait précédé celle du prince de Polignac, on avait su que des tentatives avaient été faites pour le porter à la tête des affaires. Ces projets eurent enfin leur accomplissement; et cette administration, à la loyauté de laquelle nous devons le complet affranchissement de la presse, et la vérité dans les élections, fut remplacée le 8 août 1829.

Chacun de vous, Messieurs, se rappelle la douloureuse impression que la France entière éprouva à ce changement, et avec quelle inquiétude pour son avenir elle apprit le choix des premiers conseillers de la couronne.

Quelle part le chef avoué du nouveau cabinet prit-il à sa formation? M. de Polignac affirme qu'il éloigna depuis longtemps du sol de la France, revenant à peine d'une maladie très-grave, il resta étranger à la composition première du conseil, et se borna à demander qu'on lui adjoignit pour collègues M. de Montbel et M. de Courvoisier.

Nous devons, Messieurs, le dire dès à présent, le choix du dernier de ces ministres, non moins que celui de M. le comte de Chabrol, laissait entrevoir que ce conseil, formé sous des auspices si inquiétants pour la France, rencontrerait dès ses premiers pas un obstacle à toute résolution violente. Aussi ne put-il convenir d'un symbole qui liait la conscience politique de tous ses membres. Il se divisa bientôt, et à la retraite du comte de la Bourdonnaye, le prince de Polignac devint président du conseil. Mais quels avaient été, dans cette première période de son existence, les plans du ministère? Avait-on dès-lors conçu le dessein de porter atteinte à nos franchises, et l'exécution n'en fut-elle ajournée que par l'opposition éclairée de quelques membres du conseil qui repoussaient un pareil attentat? Rien dans les pièces du procès n'autorise à admettre cette supposition.

Vers cette époque, le comte de Guernon-Ranville fut chargé du portefeuille de l'instruction publique; il crut devoir, avant de l'accepter, ainsi qu'il le déclara, faire connaître à M. de Polignac que la charte, nous rappelons ici ses propres expressions, était son évangile politique; que sa raison comme ses sentiments se liaient aux doctrines constitutionnelles, à la conservation desquelles était désormais attaché le salut de la France. Cette profession de foi ne fut point un obstacle à son entrée aux affaires.

Cependant les journaux que l'on supposait d'avoir au ministère et plus spécialement au président du conseil, réclamaient hautement les mesures les plus violentes, et s'efforçaient d'entraîner le gouvernement dans la voie périlleuse des coups d'état; et si ces journaux n'étaient pas les organes du ministère tout entier, ils l'étaient au moins du parti auquel était censé appartenir la fraction la plus influente du cabinet. Aussi ne faisait-on rien pour montrer qu'on repoussait ces insinuations criminelles, et avec raison la France entière devait croire que l'on avait adopté les projets les plus subversifs de l'ordre établi.

Si ces plans ne furent pas discutés au conseil, ils occupèrent tellement les esprits, on les annonça d'une manière si positive, que M. de Guernon-Ranville crut devoir les combattre dans un écrit rédigé d'abord pour s'éclairer lui-même, et dont vers le 15 décembre il donna communication à M. de Polignac. Il y montrait le danger des coups d'état pour le pouvoir lui-même, leur criminalité, et combien, en même temps qu'ils ébranlaient les trônes loin de les soutenir, ils étaient contraires à la morale éternelle dont les règles doivent également diriger les peuples et les rois.

[L'orateur cite quelques passages de ce mémoire.] A ce mémoire, dont la lecture vous fait éprouver, Messieurs, nous n'en doutons pas, sur le sort actuel de celui qui l'écrivit, un sentiment pénible d'étonnement, M. de Polignac paraît avoir répondu à M. de Ranville qu'il partageait ses opinions, et que, comme lui, il repoussait toute idée de mesures arbitraires, tout projet de coup d'état.

Les chambres furent convoquées pour le 13 mars 1830. Le pouvoir est plein d'illusions, et cependant on a peine à comprendre comment le ministère put se flatter un moment qu'il allait obtenir une majorité favorable, et si cet aveuglement s'explique pour le président du conseil, retenu si longtemps loin des débats parlementaires, comment ses collègues ne lui ont intrépidement pas les obstacles sans nombre dont sa route était semée? Avait-il déjà dans le conseil cette prépondérance dont nous aurons plus tard à vous faire connaître l'existence et les effets? Quoi qu'il en soit, les craintes de tous ceux qui connaissaient la véritable situation de la France ne tardèrent pas à se réaliser. En vain la chambre, dans une adresse, modeste à la fois de respect et de loyauté, vint-elle déposer au pied du trône les assurances de sa fidélité pour la personne du roi, et les justes appréhensions que lui donnaient les conseillers de la couronne, la couronne fut sourde à cet avertissement, renferma cependant dans les justes limites du droit constitutionnel. La chambre fut ajournée: chacun en prévint la prochaine dissolution.

Ici, Messieurs, combien ont-on lieu de s'étonner davantage de l'illusion des ministres, de ceux du moins qui adoptèrent cette résolution si impolitique, et que repoussaient les vœux de la nation! De ce jour furent prévues et annoncées ces mesures arbitraires, inconstitutionnelles, ces coups d'état enfin qui donnaient l'espérance à des conseillers, désormais aveuglés sans retour, de dompter notre résistance et de nous faire subir le joug des volontés ministérielles.

Comment avait-on pu fermer les yeux aux conséquences inévitables d'une dissolution reprouvée par les citoyens dont il fallait pourtant réclamer les suffrages?

Fatigués d'une lutte inutile, et dans laquelle ils avaient en vain opposé la sagesse de leurs conseils et la fermeté de leur refus, MM. de Chabrol et de Courvoisier exprimèrent le désir de se retirer, et furent remplacés par MM. de Peyronnet et Chantelauze. M. Capelle fut à la même époque appelé dans le conseil.

Lorsque M. de Chabrol et M. de Courvoisier quittèrent le ministère, il y avait déjà deux mois que la Normandie était ravagée par des incendies que l'on ne pouvait arrêter, et dont presque tous les auteurs se dérobaient aux recherches de la justice. Nous n'interrompons pas notre rapport pour vous parler de ces incendies et du caractère qu'ils présentent. Ces faits d'incendies, qui ne font point partie de l'accusation, mais que la rumeur populaire a voulu y rattacher, seront l'objet d'un examen spécial dans la seconde partie de notre travail. Maintenant il suffit de savoir que nous n'avons rien découvert qui puisse autoriser la supposition qu'aucun des ministres accusés devant vous ait pris part au plan infernal qui aurait pu exister, de livrer aux flammes une province de la France.

Les lois du pays étaient encore respectées. Il en était ainsi encore; on pouvait s'arrêter sur le bord de l'abîme dont, malgré soi, on devait mesurer toute la profondeur. Aussi, avant d'entrer dans cette route dangereuse de gouverner par ordonnance, avant même peut-être de s'être avoués qu'on ne

reculerait pas devant la violation des plus saints engagements, on essaya d'obtenir des députés dociles à toutes les exigences du gouvernement. Rien ne serait comode, en effet, pour le pouvoir, comme une chambre flexible ou corrompue, qui lui livrerait sans combats les trésors et les libertés des peuples. Aussi, lors qu'on recherche les motifs réels qui firent recomposer l'administration au moment même où les électeurs allaient s'assembler, on ne peut en découvrir d'autre que le but et l'espérance d'agir puissamment sur les élections. Depuis long-temps le comte de Peyronnet était signalé comme un homme capable autant que résolu, et qui marcherait d'un pas ferme au but qu'il se serait proposé d'atteindre. Ses talents de tribun le rendaient un auxiliaire précieux. M. Capelle passait pour avoir souvent exercé une active influence sur les élections; M. Chantelauze, plus étranger jusque-là aux grandes mesures politiques, sembla aussi, par son habitude de la parole, pouvoir être d'un utile secours. Ce motif aurait déterminé son entrée au conseil. Proposé au roi, dès le mois d'août précédent, pour le ministère de l'instruction publique, il avait refusé. Dès-lors il apercevait sans doute tous les dangers de la marche qu'on allait suivre. Ces dangers s'étaient accrues; il résista long-temps aux instances du dauphin, aux pressantes sollicitations du roi, et fut entraîné malgré lui au milieu des honneurs et des abîmes.

Le ministère, recomposé pour la troisième fois dans l'espace de moins d'une année, n'eut alors qu'une seule pensée, celle d'obtenir une chambre dont la funeste mission devait être de détruire la liberté de la presse et de changer la loi des élections. Il serait injuste sans doute de nier à la couronne une part de légitime influence sur les élections; mais dans ce combat des opinions, on ne doit employer que des armes loyales, et les moyens de triomphe doivent être honorables et purs.

La lutte entre la France et le ministère était malheureusement trop vive pour que, dans cette circonstance, on pût espérer qu'il ne dépassât pas les limites que lui assignaient la raison et la morale publique. Chaque ministre s'efforça d'exercer sur ses subordonnés cette violence morale à laquelle il est si difficile que résiste un infirmier à qui l'on ne tient compte ni de ses avis les plus sages, ni de ses résistances les plus légitimes. Les promesses et les menaces, les refus et les faveurs, furent trop souvent mis en usage pour gagner des suffrages, pour écarter des élections les citoyens les plus dévoués à la monarchie, mais que la marche du ministère avait forcés à se séparer de lui. La religion elle-même, arrachée à son ministère de paix, fut appelée au secours d'un intérêt qui n'était pas le sien. On sollicita bien moins les prières des pontifes que leur appui politique. On ne craignit pas enfin de faire descendre le monarque lui-même de cette région élevée où la royauté est à l'abri des orages, et de lui faire engager un combat personnel avec chaque électeur.

La proclamation qui fut faite à cette occasion, et qui montre combien peu le prince et ses conseillers avaient compris le gouvernement de la charte, fut contresignée par M. de Polignac. Livre aux plus chimériques illusions, le ministère se croyait sûr de la majorité; il n'était pas jusqu'au courage de nos soldats sur lequel il n'eût appuyé ses espérances. Il se flattait que le succès de nos armées en Afrique viendrait aider à son triomphe. Au jour des élections, la liberté, le secret des suffrages lui-même ne fut pas toujours respecté, et la loi qui l'ordonnait fut en plusieurs lieux impuissante ou méconvenue.

Cependant, de toutes parts les citoyens, mécontents dans leurs plus chers intérêts, s'étaient unis pour les défendre et repousser avec les armes de la loi les agressions d'un pouvoir qui semblait redouter ce qu'il y avait d'indépendant, de noble et de généreux dans le pays. Malgré tous les efforts du ministère, les élections assurèrent une majorité constitutionnelle; et la France, d'accord avec la chambre que l'administration était en désaccord avec le pays. Toutefois les élections avaient été troubles dans quelques départements, notamment à Montauban, où la sûreté des électeurs constitutionnels avait été compromise. Les ministres, interpellés sur cette époque si importante de leur administration, ont repoussé cette partie de l'accusation, et ont invoqué en leur faveur la conduite qu'ils avaient tenue lors des troubles de Figère et de Montauban. Il paraîtrait que, dans cette dernière ville, l'autorité administrative s'opposait aux poursuites qui devaient être dirigées contre les agitateurs. C'est alors qu'en approbation des mesures qu'avait ordonnées le procureur-général de Toulouse, le garde-des-sceaux écrivit de sa main la lettre suivante, dont il est juste de vous donner connaissance.

« Paris, 3 juillet 1830.

« Monsieur le procureur-général, je ne puis qu'approuver les observations contenues dans votre lettre du 28 juin dernier au sujet des troubles qui ont éclaté à Montauban. Il est dangereux d'habituer le peuple à s'assembler et commettre des actes de désordre, quelle que soit d'ailleurs la cause de ce mouvement. Les considérations que fait valoir l'autorité administrative ne sont pas de nature à arrêter le cours de la justice. Je vous engage en conséquence à prescrire sans retard des poursuites contre les auteurs des excès qui ont eu lieu à la suite de l'élection de M. de Preissac.

« Recevez, etc. »

M. de Peyronnet a déclaré qu'il avait écrit dans le même sens, et a même invoqué une apostille de sa main sur une lettre qui devait se trouver au ministère de l'intérieur, mais que toutes les recherches n'ont pu faire découvrir.

Cependant le jugement solennel que le pays venait de rendre, irrita, sans les convaincre, les dépositaires du pouvoir. Ils voulurent à tout prix conserver une autorité qu'ils se trouvaient dignes d'exercer. L'opinion publique si vivement manifestée, les conseils les plus nobles et les plus désintéressés, tout fut méconnu, et l'administration résolut de se raidir contre cette éclatante et unanime réprobation. Le roi Charles X, croyant encore inhérentes à sa couronne des prérogatives désormais incompatibles avec la charte, et que depuis long-temps la raison publique ne reconnaissait plus, aurait-il poussé son ministère dans cette voie périlleuse? Lui-même fut-il entraîné par de funestes conseils? Il est difficile de pénétrer ce mystère.

On pourrait incliner vers la première supposition en s'attachant à une dernière déclaration du prince de Polignac, dans laquelle il affirme qu'il avait plusieurs fois offert au roi sa démission, et notamment quinze jours avant la signature des ordonnances, époque à laquelle il l'aurait suppliée, si sa retraite absolue n'était pas acceptée, de le remplacer du moins dans la présidence du conseil.

Quoi qu'il en soit, s'il faut en croire les accusés, personne, avant les premiers jours de juillet où l'on se trouvait alors, n'avait songé à sortir de la charte et à substituer à l'autorité des lois celle des ordonnances. Mais en présence d'une chambre si peu favorable, si pénétrée de ses devoirs et de ses droits, déterminée qu'on était à ne pas céder, et à mépriser cette unanimité de vœux et de sentiments qu'on se plaisait à représenter comme factieux et ennemis, il fallait bien arrêter une ligne de conduite et se tracer la route dans laquelle on voulait entrer. Des opinions diverses se produisirent alors dans le conseil; on y développa deux systèmes opposés. On y proposa, d'une part, de se présenter devant les chambres, de n'y porter que des lois d'une absolue nécessité, et de ne se livrer qu'à la discussion du budget. Le respect pour la charte, fondement de tous les droits, pour la charte si souvent, si solennellement jurée, était la base de ce système, que soutenait fortement M. de Guernon dont vous connaissez déjà les sentiments. Il fut soutenu dans son opinion par le comte de Peyronnet, qui trouvait également que la politique et la morale commandaient ce respect, et que rien dans la situation du pays ne légitimait la violation du pacte fondamental. D'autre part on voulait à l'instant entrer dans une voie de réformation où le trône retrouverait toutes les prérogatives dont on prétendait qu'il était injustement dépouillé.

Personne, dans le conseil, nous ont dit tous les ministres accusés, n'élevait de doute sur l'étendue des droits que trouvait la couronne dans l'article 14 de la charte, pour modifier, par ordonnances, les lois du pays, lorsque leur conservation compromettait la constitution même de l'Etat, la paix publique et la stabilité du trône. Chacun trouvait donc la mesure légitime et légale, si l'on en prouvait la nécessité, et si l'on démontrait que, sans elle, le Roi ne pouvait conserver ses prérogatives, unique garantie des franchises et des libertés du peuple. La nécessité de cette grande mesure, aurait donc seule été mise en discussion, et non le droit qu'avait le Roi de la prendre quand le besoin en serait consciencieusement établi. Tout le conseil s'accordait à le lui reconnaître.

Les premières discussions sur l'opportunité des fatales ordonnances eurent lieu vers les 10 ou 12 de juillet. Déjà depuis trois jours, le ministère de l'intérieur avait fait signer l'original de la lettre close qui convoquait les membres des chambres pour le 3 août. Ces lettres furent expédiées par les bureaux, et, par une circonstance extraordinaire, leur envoi coïncida avec la publication des ordonnances; il est des députés qui ne les ont reçues qu'avec le *Moniteur*, où ces ordonnances se trouvaient contenues. Cet envoi a-t-il eu lieu pour couvrir le plan récemment concerté entre les ministres? Rien n'autorise à l'affirmer. Ce plan avait été de nouveau débattu devant le Roi, et M. de Guernon dit avoir encore défendu, devant lui, l'opinion qu'il avait précédemment soutenue. On s'était borné, dans les premiers moments, ainsi que nous l'avons déjà dit, à discuter d'une manière générale, quel serait le système que l'on suivrait. Une fois arrêté, la rédaction des ordonnances suivit immédiatement. Il semblerait même que les ordonnances étaient préparées avant que toutes les résistances eussent été vaincues, et la réticence, plutôt que les vœux des accusés, vient à l'appui de l'opinion, assez généralement établie, qu'une violence morale, de nature à faire une forte impression sur des hommes qu'égarait un faux sentiment d'honneur, triompha des dernières oppositions. Cette grande mesure, qui devait bouleverser le pays, ne paraît pas avoir occupé le conseil plus de trois séances.

L'ordonnance relative au nouveau système électoral, celle qui suspendait la liberté de la presse périodique, et le rapport qui les motivait, furent contre-signées par tous les ministres présents à Paris, le dimanche 25 juillet. Les deux ordonnances portant dissolution de la Chambre, et convocation des nouveaux collèges et de la chambre nouvelle, le furent également, le même jour, par M. de Peyronnet seul. Le soir, elles furent remises au rédacteur du *Moniteur* qui ne put s'empêcher de remarquer, en les recevant, la profonde émotion de M. de Montbel et M. de Chantelauze.

L'ordonnance relative au nouveau système électoral paraît avoir été rédigée par M. de Peyronnet. M. Chantelauze aurait rédigé l'ordonnance qui suspend la liberté de la presse, et le rapport qui précède toutes ces ordonnances; ce rapport, spécialement destiné à combattre la presse périodique, s'occupait à peine des élections.

Les accusés se reconnaissent auteurs des ordonnances, qui portent leurs signatures, mais ils repoussent unanimement l'accusation d'avoir antérieurement et depuis long-temps formé le complot de détruire nos institutions et de changer la forme de notre gouvernement. Pleins d'espérance, disent-ils, que les élections leur seraient favorables; ce n'est pas au milieu des illusions dont ils se berçaient, qu'ils auraient pu songer à briser l'instrument à l'aide duquel ils espéraient affermir l'autorité royale. M. de Polignac a déclaré que, loin d'avoir conspiré à l'avance la destruction de nos libertés, depuis long-temps, et dans le séjour prolongé qu'il avait fait en Angleterre, il s'était occupé à recueillir des notes et notes sur celles des institutions de ce peuple que l'on pourrait naturaliser en France, et que son vœu le plus ardent avait toujours été de nous voir jour des mêmes franchises dont le peuple anglais se montre si jaloux et si fier. Avant le 10 juillet, il avait espéré marcher avec la Chambre et s'entendre avec elle. Il entrevoyait des difficultés, il prévoyait des embarras; mais ces difficultés, ces embarras ne lui paraissaient pas insurmontables. Ces assertions ne seront-elles pas affaiblies par la dernière partie de la déposition du marquis de Sémonville? On y voit en effet M. de Polignac se plaindre, le jeudi 29, que la certitude où il était que la Chambre des Pairs refuserait son concours à tout projet dont la légalité ne serait pas démontrée, l'eût forcé de s'engager dans la voie extrême et périlleuse où il succombait. En lisant cette déposition, il serait sans doute difficile de se

refuser à penser que depuis longtemps M. de Polignac ne se fut pas occupé d'un plan de modification ou plutôt d'un changement dans nos lois fondamentales.

Comme M. de Polignac, M. de Guernon a repoussé l'accusation d'avoir, antérieurement à la signature des ordonnances de juillet, conçu aucune idée de modification arbitraire aux lois du royaume. Il a invoqué tous les discours, que, comme magistrat, il a eu occasion de prononcer, et tous renferment, nous a-t-il dit, la même profession de foi. Les mêmes principes que l'on retrouve dans le mémoire du 15 décembre précédemment cité.

Pour prouver son attachement aux principes constitutionnels, M. Chantelauze en appelle aussi à ses discours, comme magistrat et comme député, et plus spécialement au rapport dont il fut chargé sur la question éminemment constitutionnelle de la réélection des députés promus à des emplois publics : faisant remarquer que, si une expression d'une de ses opinions improvisées dans la chambre des députés a pu prêter quelque fondement à l'accusation dont il est l'objet, tout le monde sait que, dès le lendemain du jour où ce discours fut prononcé, il s'avoua publiquement, et par la voie des journaux, l'interprétation criminelle qu'on lui avait donnée. Enfin M. de Peyronnet, dont l'opposition au système des ordonnances est signalée par la déclaration d'une partie des accusés, invoque ce témoignage pour établir qu'il n'avait pu former d'avance le complot de renverser nos institutions.

Du reste, s'il faut en croire les déclarations de tous les ministres, c'est, ainsi que nous l'avons dit, après les élections et vers le milieu de juillet, qu'aurait été émise en conseil d'état, la première pensée du plan réalisé par les actes du 25.

Voici le moment, Messieurs, de nous livrer à l'examen approfondi de ces actes, il importe de les analyser avec soin, pour comprendre toute l'étendue des changements que l'on voulait apporter à un régime que tant de lois avait fondé.

Le premier de ces actes « suspend la liberté de la presse périodique et semi-périodique ; le deuxième dissout la chambre des députés des départements ; le troisième réforme, selon les principes de la charte constitutionnelle, les règles de l'élection, et prescrit l'exécution de l'article 46 de la charte. » Dans la réalité, ils déchiraient les lois et changeaient les formes du gouvernement : ils en déplaçaient les bases.

(L'orateur se livre à l'examen détaillé de ces actes.) Il suffit d'avoir soumis de tels actes à l'analyse, et de les avoir rapprochés de la Charte et des lois, pour les qualifier. Ils contenaient une révolution : faut-il s'étonner qu'ils aient enfanté ?

Reprenons la suite des faits qui ont accompagné et suivi leur publication.

L'ordonnance relative à la suspension de la liberté de la presse devait exciter au plus haut degré le mécontentement d'une classe active de négociants et de nombreux ouvriers que le commerce s'étendu de l'imprimerie réunait à Paris. Les spéculations étaient entravées, les travaux interrompus, l'existence des familles compromise. Il était facile de voir que la paix publique allait être troublée, et que la commotion serait ressentie dans les provinces les plus éloignées ; ces ordonnances illégales devaient provoquer la résistance active de la légitimité des citoyens, et cette résistance amener devant les tribunaux criminels ceux qui l'auraient employée ; et cependant personne dans le conseil ne pouvait ignorer que les tribunaux ordinaires refuseraient leur appui à l'exécution de tout acte inconstitutionnel.

De là l'opinion si naturelle que le ministère avait préparé l'organisation des Cours prévôtales, et pris toutes les mesures qui pouvaient leur assurer en même temps l'appui de la force armée.

Mais si la destruction de la liberté de la presse devait produire à Paris une si douloureuse et si profonde impression, combien devait être plus vif et plus étendu l'effet de cette ordonnance électorale, qui bouleversait, par un acte despotique, un système fondé sur tant de lois, que la France s'était accoutumée à respecter et à chérir, et dont elle venait de faire un si glorieux usage ! Cette ordonnance, qui détruisait des droits depuis longtemps reconnus, devait irriter les électeurs qu'elle frappait de sa réprobation, et tous ceux qui aspiraient à l'honneur de faire partie, plus tard, du corps électoral. Quelle résistance ne devait-on pas prévoir de la part des citoyens qu'on blessait si profondément, et qu'on attaquait pour ainsi dire jusque dans leur honneur ! Que ne devait-on pas craindre enfin de la France tout entière, dont on brisait outrageusement les élections à peine terminées.

Il était difficile de croire que ceux qui avaient osé concevoir un projet si hardi n'eussent rien prévu, n'eussent rien préparé pour appuyer tant de violences, et faire réussir une entreprise si hasardeuse. Dans le système des ministres accusés, plus les ordonnances étaient nécessaires, plus le trône était attaqué, plus était flagrante cette conspiration générale qui menaçait l'autorité royale, la paix du royaume, le repos de l'Europe enfin, plus ils avaient dû prendre de mesures et réunir tous les moyens de succès. Et toutefois, quel qu'incroyable que cela paraisse, vous serez forcé, Messieurs, de reconnaître que rien en quelque sorte, n'avait été prévu, et ces associations si menaçantes, ces oppositions si vives, ces complots si paens, ces conspirateurs si audacieux, devaient apparemment s'évanouir par la publication des ordonnances. Et nous n'avons rien découvert qui puisse autoriser à penser qu'on se fût préalablement occupé de l'organisation des tribunaux extraordinaires, et nous croyons pouvoir dire qu'aucune dépêche ministérielle relative à cet objet n'a été découverte ou enlevée des administrations. En effet, il résulte des déclarations de témoins entendus, des documents que nous avons recueillis, d'accord en cela avec les réponses des accusés, qu'avant le 25 juillet les ministres n'avaient point songé à dépouiller les citoyens du droit sacré de s'être jugés que par les tribunaux ordinaires du pays. Quelqu'in vraisemblable que ce puisse être, il paraît certain que les ministres avaient pensé que toutes les questions soulevées par les ordonnances, ou qui en seraient la conséquence, se décideraient administrativement et n'occasionneraient aucune résistance sérieuse.

Nous avons également reconnu que le président du conseil, qui avait alors la portefeuille de la guerre, n'avait, ni le dimanche 25 juillet, ni le lundi 26, ni antérieurement à cette

époque, donné aucun ordre pour faire arriver des troupes à Paris, quoique la garnison de cette ville fût alors affaiblie par le séjour du roi à Saint-Cloud, et par l'absence d'un régiment de la garde envoyé en Normandie, pour y maintenir la tranquillité compromise par les incendies. Un fait avait cependant paru se rattacher à des mesures de prévoyance, et on avait pensé avec quelque apparence de fondement qu'un nouvel ordre d'alerte, donné aux troupes de la garde, le 10 juillet, avait un rapport immédiat avec les ordonnances qu'on projetait : le contraire a été parfaitement démontré. Dans toute place de guerre ou dans une ville occupée par une nombreuse garnison, on donne toujours aux troupes un ordre spécial en cas d'alerte, soit qu'elle ait pour cause une sédition, un incendie ou tout autre événement imprévu. Nous nous sommes fait représenter le livre d'ordre de la garde royale, et nous avons reconnu qu'un premier ordre d'alerte avait été donné, le 10 mai 1816, et qu'il avait été depuis modifié à diverses reprises, savoir le 19 octobre de la même année, le 3 janvier 1821, le 15 janvier 1822 et le 1er mai 1827. Cet ordre était communiqué aux régiments d'infanterie tous les deux mois, et tous les trois mois aux régiments de cavalerie. Celui du 1er mai 1827 n'était plus depuis quelque temps en rapport avec les casernes occupées par les régiments. Il fut rectifié par cette unique raison, dans les premiers jours de juillet : sur la proposition des sous-aides-majors de service. Il fut signé par le maréchal duc de Raguse, le 20 de ce mois, sans que ce nouvel ordre modifiât en rien le service de la garde royale. Ce dernier ordre est, comme tous les précédents, inscrit sur le registre de service.

Le maréchal duc de Raguse, quoique depuis longtemps gouverneur de la première division militaire, n'exerçait sous ce titre purement honorifique aucun commandement. La seule fonction qui lui était alors confiée était celle de major-général de la garde, et à ce titre il ne commandait que la garde seule ; mais une ordonnance spéciale, en date du 25 juillet, mit sous ses ordres toutes les troupes de la division. M. de Guernon, et surtout M. de Peyronnet, indiquent que cette ordonnance est postérieure au 25. Ce ne fut en effet que le 27 que le maréchal en fut informé par le président du conseil, et tout dans l'instruction concourt à prouver que le duc de Raguse ne fut pas mis dans le secret des ordonnances que l'on préparait, et qu'il ne les connut que le jour de leur publication à Paris, et au moment où il venait de Saint-Cloud. Ce même jour, il exprima hautement, au milieu de l'Institut les douloureux sentiments dont leur publication l'avait pénétré. M. Arago, l'un des témoins dans l'instruction, rapporte que le lundi 26, le maréchal vint à l'Institut, et lui dit en voyant la douleur que lui causaient les ordonnances : « Eh bien ! vous le voyez, les insensés ainsi que je le prévoyais, ont poussé les choses à l'extrême. Du moins vous n'aurez pas à vous affliger que comme citoyen et comme bon Français ; mais combien ne suis-je pas plus à plaindre, moi qui, en ma qualité de militaire, serai peut-être obligé de me faire tuer pour des actes que j'abhorre, et pour des personnes, qui, depuis longtemps, semblent s'étudier à m'abreuver de dégoûts ! »

(A continuer.)

MÉLANGES.

LA DAME DE MARGON.

COUTUMES NATIONALES.

Me voilà dans le village de Margon, près Nogent-le-Rotrou. Il est dix heures du soir, et la nuit est profonde... J'entends le bruissement de la foule accourue de ses environs, sur la place. Je demande la cause de ce rassemblement. On me répond que l'on se dispose à terminer la fête du lieu, selon l'usage. Vouloir connaître cet usage, je m'avance jusqu'à l'endroit où les groupes sont le plus nombreux ; alors paraît dans le lointain une lumière qui, en s'approchant, me permet de distinguer tout ce qui m'entoure. Qu'aperçois-je ! un échafaud ; dessous, des matières combustibles amoncelées, et au-dessus, l'effigie d'une femme parée de riches vêtements. C'est, me dit un voisin, l'image de la belle Bourbonnaise.

A l'instant, le premier magistrat du lieu s'avance, monte avec gravité sur l'échafaud, dépouille le simulacre féminin de ses plus beaux ornements, puis, saisissant une torche, il va mettre le feu à l'espèce de bûcher préparé sous la hideuse machine. Dès que la flamme pétillante s'élève dans les airs, le peuple bat des mains, pousse des cris de joie et forme des rondes et des danses qui ne se terminent que lorsque les fagots, l'échafaud et le mannequin représentant la Bourbonnaise, sont dévorés par le feu.

D'où vient, me disais-je, cet affreux divertissement, et comment expliquer ces chants d'allégresse, ces réjouissances au pied d'un instrument de mort ? Le peuple court à une exécution comme à un spectacle gratis ; mais l'a-t-on jamais vu, en temps de calme et de repos, danser autour d'une guillotine ! Serait-ce l'image de quelque horrible auto-da-fé qui aurait autrefois souillé notre belle France ? Et puis quelle est cette Bourbonnaise dont le supplice renouvelle chaque année en effigie vient alimenter la joie des habitants de cette contrée ?

J'éprouvais encore le lendemain l'embarras de trouver une solution à ces questions, lorsque la chronique de Nogent vint m'en tirer, et m'expliquer l'espèce de fantasmagorie que j'avais eue sous les yeux la veille. Voici ce qu'on y raconte :

Noble et beau sire de Margon était tout de recent l'époux de gentille damoiselle qui, pour lui, avait quitté le fertile pays des anciens Boiens ; mais à peu de là, lui fallut suivre en Palestine le preux et sanct roi Loïs, et donc laissa sa gentille dame au castel. Elle de jurer avec moult larmes et affliction très grande qu'elle garderait foi conjugale sans moindre trahissement, et le sire chevalier lors chevaucha ayant le cœur bien gros d'amour et de chagrin. Il pourfendit valeureusement Sarasins à foison, et fist moult hauts faits et prouesses ; toujours cependant avait grande souvenance de sa dame : si qu'enfin la croisade finie, revint allègrement ; mais trouva sa belle qui avait donné gage d'amour à gentil vassal. Lors, en grand ire il entra et fist brûler sa déloyale sur haut bûcher à vis de son damoiseau qui bien loing avait mis sa vie sauve.

Ainsi depuis voulut cette cérémonie être faite à chaque an et tel jour, et si fust faite jusqu'à son trépasement et encore après.

Et le peuple s'amuse de pareils souvenirs ! Ne serait-ce point que pour lui, un malheur vieilli, une catastrophe antique, un accident suranné, ne sont plus que des fables, ou que l'événement le plus terrible, trop souvent rappelé à son attention, lui devient indifférent et finit par le fatiguer et le faire rire... Quel sujet de réflexions !...

AVENTURE D'UN ESPION.

L'espion dont il est question était Allemand. Il avait longtemps habité Magdebourg, et connaissait beaucoup de monde dans les environs. Il avait caché dans le creux d'une dent gâtée le billet dont il était porteur. Mais arrivé dans un bourg voisin de la place, la douleur causée par une horrible fluxion dont il fut attaqué, et qui devait peut-être sa naissance au corps étranger renfermé dans sa dent, le força de l'en retirer.

En proie au plus violent chagrin, il ne put le cacher à un serrurier, son ami intime, chez lequel il s'était logé ; et il finit par lui en confier la cause sous le sceau du plus grand secret. Le serrurier ne se borna pas à lui garder ce secret, il voulut encore mieux le servir, et il lit, exprès pour lui, une clé, autour de laquelle il roula son billet, qu'il recouvrit ensuite d'une mince feuille d'acier.

Muni de ce nouveau moyen de succès notre émissaire acheta de l'eau-de-vie, quelques autres liqueurs et il s'en alla les vendre au camp devant Magdebourg. Il y retourna plusieurs jours de suite, et chaque jour il s'approchait davantage de la place. Il était enfin parvenu au dernier avant-poste du corps de blocus ; il voyait bien la position des avant-postes français ; il en était voisin ; il étudiait les moyens de les joindre, sans danger, la nuit suivante, et se croyait déjà certain d'y réussir.

Plein de joie de se voir si près de son but, espérant d'ailleurs mieux endormir ainsi la défiance des ennemis, il se répandit en propos plaisants, et fit le généreux avec les soldats, en leur donnant pour rien ou pour presque rien, de l'eau-de-vie et d'autres boissons très-chères aux Allemands. Mais, à son grand malheur, il éveilla ainsi l'attention de l'officier qui commandait le poste.

Qui es-tu donc, pour venir ainsi égayer et régaler nos soldats ? lui dit cet officier. Ne serais-tu pas un espion ? — Moi, un espion ! ah ! vous pouvez vous informer. Je ne crains rien ; je suis connu dans le pays. Demandez à tels et à tels dans le bourg voisin, à tels et à tels dans cet autre village ; vous saurez alors qui je suis, et si je suis homme à faire l'espion. — Tu as l'air bien fier, bien sûr de ton fait ; mais cela ne m'empêchera pas de te faire fouiller.

Aussitôt les soldats procédèrent à cette opération, et entre autres choses, ils saisirent la fatale clé qui renfermait le billet, et la remettent à l'officier. Comme d'ailleurs ils ne trouvèrent rien de suspect, celui-ci, près de la rendre, reporte ses yeux sur cette clé. Elle est bien neuve, dit-il à l'émissaire. Lorsqu'on a perdu sa clé, répond celui-ci, il faut bien en faire refaire une neuve. — On te l'a faite bien faible : elle cède et plie sous la pression du doigt. — Faible ou non, elle n'en est pas moins bonne pour moi, car elle ouvre très-bien mon tiroir.

Cependant l'officier frappe la clé avec un couteau et il remarque qu'elle rend un son tout particulier. Il la racle avec la pointe du même couteau. La feuille d'acier qui la recouvrait commence à se soulever par le bord : elle se détache peu à peu ; et enfin elle laisse à découvert le billet qui ordonnait au général Lemarois de sortir de Magdebourg, avec toute sa garnison, pour marcher sur Wesel, ainsi que le maréchal Davoust.

Le pauvre diable d'émissaire fut fusillé. Sa fluxion fut la cause de sa mort.

LE SPECTATEUR MILITAIRE.

ANNONCES.

Magasin d'Épicerie au coin de Park-Place et Broadway.

G. DESABAYE, à l'adresse ci-dessus, continue à tenir un assortiment complet d'épicerie : il y a joint les articles d'importation les plus rares, et au goût de toute espèce de consommateurs. Ils trouvent également à se procurer chez lui de liqueurs fines d'Europe et d'Amérique, d'eau-de-vie très-vieille ou récemment importée, genévriers de Hollande, Rum-Jamaïque, Ste-Croix et autres ; vins de Bordeaux, vieux Madère, Sherry, Ténériffe, &c.

Il se charge de fournir des provisions aux bâtiments.

N. B. Chaque article sera porté gratis dans les maisons.

A LOUER. — La maison à deux étages, No. 72 Chatham-street, et les meubles de la maison à vendre. S'adresser au Bureau d'Agence, No. 8 Broad-street.

MAISON A LOUER. M. Sylvester désirerait louer la maison située au No. 130 Broadway, à l'exception du bureau, à une famille respectable. La plus grande partie du loyer pourrait être payée en fournissant la pension.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le Courrier des États-Unis paraît tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsistent jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agence, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit, à New-York, au bureau du Courrier des États-Unis, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du Courrier des États-Unis ou à M. Wm. A. WISNART, Caissier du Journal.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un cadre d'impression pour la première fois et 50 cent pour chacune des fois suivantes.